

Appel de l'Assemblée Générale des secteurs sociaux du 8 septembre 2016

La rentrée est marquée par l'obstination du gouvernement dans sa casse des acquis sociaux, des politiques de solidarité et du travail social, ce qui a une répercussion sur nos conditions de vie et de travail, ainsi que sur celles des personnes accompagnées.

Dans les secteurs sociaux et médico-sociaux cela se traduit par : Une marchandisation croissante (Contrats à Impact Social, mise en concurrence avec les appels à projets, entrée du privé-lucratif dans le social) ; une casse du travail social (Baisse drastique des moyens humains et financiers, destruction de nos conditions de travail) ; une casse de nos métiers (Refonte des métiers créant des professionnels interchangeables et adaptés aux besoins des employeurs, des diplômés disqualifiés, avec des professionnels moins bien formés auprès des personnes accompagnées)

C'est pourquoi nous, étudiant.e.s, professionnel.le.s et formateurs.rices d'Île-de-France et de régions, du public et du privé, réuni.e.s à la Bourse du Travail de Paris ce 8 septembre 2016 pour protester contre la casse du travail social et contre le projet de réforme des formations porté par la CPC, appelons à :

- adopter un slogan commun aux travailleurs.euses sociaux.ales lors des manifestations contre la « loi travail » et de toutes les mobilisations à venir, à commencer par celle du 15 septembre, slogan qui serait "travail social engagé, travail social engagé" ;
- pour ceux qui le désirent, à former un cortège commun de travailleurs.euses sociaux.ales lors de ces manifestations ;
- à signer et faire circuler la pétition des EGATS pour la défense des métiers et diplômés et pour l'avenir du travail social disponible à l'adresse suivante : <http://www.egats.fr/> ;
- à faire partout où cela est possible sur les lieux de travail et d'études des Assemblées Générales destinées à organiser le mouvement des travailleurs.euses sociaux.ales et des étudiant.e.s du secteur ;
- à soutenir les actions et revendications des étudiant.e.s concernant leurs conditions de vie et d'études ;
- à rester actifs lors des prochains mouvements de travailleurs.euses sociaux.ales lors des prochaines réunions de la CPC (Commission Professionnelle Consultative) jusqu'à pouvoir construire notre propre calendrier de mobilisation et ainsi mettre la pression en particulier aux principaux fossoyeurs du social et au gouvernement ;

Il ne s'agit donc pas seulement de sauvegarder nos professions, mais également de préserver tout ce qu'elles représentent en termes d'idées et de pratiques émancipatrices et solidaires.

Premiers signataires : UNEF Montrouge.

